

QUI SONT LES VRAIS ET LES FAUX AMIS DE LA FRANCE ? (ARRAS 2026)

77 min · Les Patriotes

Bonjour à tous ! Bonjour ! Bon alors déjà, juste avant de commencer, je voulais juste avoir un petit mot pour madame Caroline Galactéros, qui devait être présente initialement à notre table ronde, mais qui ne sera pas là car elle a un petit souci de santé aujourd'hui. Rien de grave, rassurez-vous, elle devrait être très vite sur pied. Mais voilà. Donc malheureusement, Caroline ne sera pas là aujourd'hui. Bon

alors, bienvenue à tous dans cette table ronde consacrée à la politique étrangère de la France et plus exactement à ses amis et à ses ennemis. Et pour ceux qui viennent de nous rejoindre, bienvenue aux Assises de la Souveraineté 2026. Aujourd'hui, nous avons la chance de recevoir quatre intervenants d'une grande qualité. Le premier d'entre eux est donc monsieur Eric Branca, que je vous prie d'accueillir sur scène.

Alors Eric Branca, vous êtes historien, journaliste, spécialiste du XXe siècle. Vous êtes également l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages, dont chez Perrin deux best-sellers quand même. Le premier, c'est L'ami américain. Celui-là, vous devez tous le connaître. Washington contre De Gaulle de 1940 à 1969. Consacré à la guerre secrète menée par les Etats-Unis contre l'indépendance de la France et toujours chez Perrin, L'aigle et le léopard. Une histoire de liaison dangereuse entre l'Angleterre de l'entre-deux-guerres et le régime nazi. Cet ouvrage vous a valu d'ailleurs le prix de l'Académie des sciences morales et politiques. Et vous travaillez actuellement sur l'histoire de la politique étrangère britannique depuis 1815 à paraître l'an prochain chez Perrin. Merci Eric d'être là parmi nous.

Notre deuxième intervenant, je pense que vous le connaissez tous également puisqu'il intervient souvent chez nous en manifestation chez les Patriotes. Il s'agit de Romain Bessonnet.

Romain Bessonnet, vous êtes secrétaire général du Cercle Aristote. Vous êtes enseignant associé en sciences politiques de l'ICES. Et vous êtes également l'auteur du film, pas encore en film, mais du livre, Vladimir Poutine par lui-même. Merci d'être là.

Notre troisième intervenant est le célèbre Régis Le Sommier.

Alors cher Régis, vous êtes donc grand reporter, directeur de la rédaction d'Omerta et ancien directeur adjoint de Paris Match. Vous avez sorti un livre ce 10 septembre baptisé Jour de feu sur le métier de reporter et son évolution à l'heure des réseaux sociaux et de la censure. Merci d'être là parmi nous.

Enfin, le meilleur pour la fin, notre dernier intervenant, non moins connu chez les Patriotes puisqu'il a né à sa troisième participation aux Assises de la Souveraineté. Je vous prie d'accueillir Nicolas Mirkovic.

Alors cher Nicolas, vous êtes analyste géopolitique et auteur. Vous êtes président de l'association West-Est qui a mené de nombreuses missions humanitaires au Kosovo et au Donbass en guerre. Vous êtes auteur, entre autres, du chaos ukrainien, l'Amérique empire et tout récemment déclin et renouveau. Comment les Français se relèveront ? Merci d'être là. Alors

justement, pour se relever, encore faut-il faire un bilan honnête, n'est-ce pas ? Et vous le savez, en France, depuis le berceau, ensuite à l'école, avec l'éducation nationale, puis même dans la vie d'adulte, si on écoute uniquement les médias mainstream, on nous apprend à voir le monde à travers un certain nombre d'évidences. On nous apprend ainsi que la France appartient à la grande famille, celle des démocraties occidentales. On nous apprend que les Etats-Unis sont évidemment nos amis, qu'ils nous ont libérés pendant la Seconde Guerre mondiale, puis qu'ils nous ont protégés pendant la Guerre froide, et qu'ils restent encore aujourd'hui nos plus grands alliés au sein de l'OTAN. On nous apprend également que l'OTAN est là pour assurer notre sécurité, et que nous, la France, pourtant en puissance nucléaire, nous ne serions absolument rien si l'OTAN n'était pas là pour assurer notre sécurité.

Et puis, il y a évidemment l'Union européenne. On nous apprend qu'après des siècles de guerre européenne, l'Union européenne nous a permis de nous réconcilier entre peuples européens, et de réconcilier particulièrement l'Allemagne et la France, qui partagent aujourd'hui, soi-disant, en tout, des intérêts communs. On l'a vu encore une fois lors de la signature du traité du Mercosur.

On nous apprend également que face aux géants américains, aux chinois, nous ne pouvons exister sur la scène internationale tout seuls, et que nous sommes donc obligés de faire partie d'un grand bloc, le bloc européen, et que c'est uniquement comme ça que nous pourrions nous imposer, exister, avoir une voix dans le monde. Quitte d'ailleurs à ce que la France disparaisse totalement au passage. Macron a d'ailleurs une formule toute prête pour ça, il ne parle plus qu'en européen, vous le savez bien. Bref, donc finalement, quand on écoute ce qu'on nous apprend, on nous apprend que la vie géopolitique, le monde géopolitique, est digne d'un Disney pour enfants de 3 ans. Il y a d'un côté nos amis, avec l'Europe, le temps, et puis de l'autre côté nos adversaires, nos ennemis, avec la Russie, avec la Chine. Et au milieu de cela, il y a la France, donc totalement dissoute au sein de l'Union européenne, protégée par l'OTAN et supervisée par les Etats-Unis. Mais alors, est-ce aussi simple ? Parce qu'il y a une époque de l'histoire, qui ne date pas d'il y a si longtemps, où les hommes politiques français ne voyaient pas justement la géopolitique comme un enfant de 3 ans face à un dessin animé.

Une grande époque, merveilleuse, de grandeur de la France, où l'homme qu'il incarnait le mieux disait justement qu'un Etat n'avait ni amis, ni ennemis, uniquement des intérêts.

Mais alors, puisque le niveau s'est effondré à tout niveau, et que maintenant, nous ne sommes plus capables d'avoir des pensées distinguées, nous allons nous aussi nous questionner pour savoir aujourd'hui quels sont les vrais amis de la France, n'est-ce pas ? Mais n'oublions pas, à ce moment-là, de parler de nos ennemis. Et je me tourne tout de suite vers M. Bessonnet, qui va nous parler de notre grand ami allemand et de l'Union européenne.

Alors,

tout d'abord, il faudrait cesser en France de parler du fameux couple franco-allemand. Ou alors, si c'est un couple, c'est un couple toxique. Parce que Berlin, en fait, depuis 1990 et la fin de la guerre froide, a pris la place de la France dans ce qui était son espace géopolitique naturel, en Europe centrale, par exemple. On s'est fait avoir par nos amis allemands, qui ont déclenché les guerres de Yougoslavie pour désintégrer la Yougoslavie, qui était une construction française. Il ne faut jamais l'oublier, dans l'entre-deux-guerres. Nos amis allemands ont décidé de couper la Tchécoslovaquie en deux, aussi une construction française de l'entre-deux-guerres. Et enfin, nos amis allemands ont décidé de s'ingérer dans la relation franco-polonaise, qui était une relation, je dirais, traditionnelle de la France, via une organisation que peu de gens connaissent, qui s'appelle le Triangle de Weimar. Et résultat des courses, la France, en fait, n'existe plus en Europe centrale, n'a plus de voix dans cette

zone qui est la zone tampon entre la Russie et l'Europe occidentale. Et nous sommes balottés dans

les méandres de la politique étrangère allemande, notamment en Ukraine. Vous ne comprenez rien, par exemple, au conflit ukrainien, si vous ne voyez pas le rôle qu'a eu la fondation Adenauer dans la formation des élites pro-occidentales en Ukraine. Vous ne comprenez rien au conflit ukrainien, si vous ne voyez pas que le patronat allemand a essayé de prendre des gages sur le détachement de l'Ukraine de la sphère d'influence de la Russie. Et ce est d'ailleurs l'objectif de prendre l'Ukraine était déjà un objectif dans la guerre de 14-18 de l'Allemagne. L'historien allemand Fritz Fischer a fait tout un livre où il a expliqué, qui s'appelle « Les buts de guerre de l'Allemagne impériale », où il explique, texte à la pluie, que le chancelier Bismarck-Holweg, d'Allemagne dans la guerre de 1914, disait que l'Ukraine avait vocation à être dans la sphère d'influence de l'Allemagne parce que des terres aussi riches ne peuvent pas être entre les mains des Russes qui ne savent pas les travailler.

Aujourd'hui, donc, la France se retrouve sous la remorque de l'Allemagne économiquement et politiquement.

Le président Macron, dont j'espère que l'histoire ne retiendra pas son nom, a décidé de mettre la défense française au service des intérêts de l'Allemagne et de la Pologne. Dans son discours de l'Île-de-France, il faut rappeler que Macron a énoncé que nous devons avoir des forces prépositionnées en Pologne pour assurer la défense de l'Europe. Des forces nucléaires stratégiques déployées en Pologne, cela veut dire que ces forces-là deviennent les premières cibles d'une frappe nucléaire russe en cas de tension entre la Pologne et la Russie.

Le président Macron a aussi décidé de dire que nous faisons un soutien inconditionnel aux pays de l'Union européenne. Et donc, nous assurons une solidarité y compris par le parapluie nucléaire envers les pays baltes et la Pologne, pays qui ouvertement aujourd'hui disent que si la situation avec la Russie se détériore, ils couperont unilatéralement le territoire de Kaliningrad dû de la Biélorussie par le couloir de Souvalki, ce qui est une déclaration de guerre à la Russie. Et là, bien sûr, la France dit « Nous assurons la protection de la Pologne et des pays baltes, quoi qu'ils fassent ». C'est extrêmement dangereux,

d'autant plus dangereux que la France est actuellement, parce qu'elle agit entre guillemets en européen, la plus déchaînée contre la Russie et que nous avons coupé tous les contacts de discussion avec Moscou, alors que nous sommes une puissance nucléaire. Et que la crise des missiles de Cuba nous a montré que des puissances nucléaires, pour éviter une escalade, doivent dialoguer ensemble et dialoguer directement.

Or, ce que nous voyons, c'est que maintenant, les conseillers du président de la République, parce qu'Emmanuel Macron, par exemple, a divulgué des conversations privées entre lui et le président Poutine, ces conseillers ne sont plus pris au téléphone par l'administration présidentielle russe. Et donc, nous sommes dans un risque d'escalade nucléaire.

Enfin, l'Union européenne, construction allemande s'il en est, l'Union européenne a une fâcheuse tendance, parce qu'il y a notamment le parapluie nucléaire de la France, et parce qu'elle est imbriquée dans l'OTAN avec le parapluie américain, elle a une fâcheuse tendance à forcer, à inciter des petits États qui, sans elle,

aurait une politique conforme à leurs intérêts et conforme à leur géographie, à gonfler les muscles et à faire des provocations vis-à-vis de la Russie. Je vais prendre deux exemples. Le premier, c'est la Finlande. La Finlande a été neutre de 1945 jusqu'en 2022,

et à cette époque -là, la Finlande s'est extrêmement développée, parce qu'elle n'a pas appliqué le plan Marshall, parce qu'elle a refusé d'adhérer au plan Marshall, elle a refusé d'adhérer aux sanctions antisoviétiques en 1946, et ça a amené un formidable développement de ce pays. Mais parce qu'elle est dans l'Union européenne, parce que maintenant elle a adhéré à l'OTAN, elle a fermé sa frontière avec la Russie, et elle a fait augmenter les tensions, et la Russie est en train d'ouvrir des bases militaires à la frontière avec la Finlande, augmentant la possibilité d'escalade. Et en plus, la Finlande, faisant cela, prive son économie d'un fournisseur qui lui fournissait de l'énergie à pas cher, et d'un marché. Et donc, la Finlande se casse la gueule économiquement,

et au train où vont les choses, d'ici deux ans, la Finlande, de contributeur au budget européen, deviendra receveur du budget européen. C'est -à -dire qu'on va faire payer, par le contribuable français, la politique folle du gouvernement finlandais d'escalade avec la Russie. Idem avec les Pays -Baltes. Les Pays -Baltes, actuellement, décident de fermer leurs frontières, décident de fermer l'accès, par exemple, de leur port aux marchandises russes. Le port de Klaipeda, en Lituanie, est en train de se casser la gueule. La Lituanie a son déficit budgétaire qui augmente. Qui est -ce qu'on va voir ? On va appeler le contribuable français pour subventionner la politique folle de la Lituanie, de tension avec la Russie, alors que, si elle était indépendante, eh bien, naturellement, elle ne romperait pas tous les liens, et elle n'aurait pas la politique agressive qu'elle a actuellement.

Donc, l'Union européenne est, pour la France, non pas le levier d'Archimède qu'on nous avait présenté, notamment sous la présidence de François Mitterrand, mais, au contraire, un facteur de guerre et de tension diplomatique et de perte de souveraineté de la France qui est obligée, par un système d'alliance automatique et, par un système dit de solidarité, eh bien, d'appuyer les plus fous de ses voisins pour maintenir la cohésion de l'Union européenne.

Merci beaucoup, Romain, pour cette intervention. Mais vous savez, ce que moi, je trouve le plus fascinant dans toute cette construction actuelle géopolitique, c'est que, et sans vouloir prêcher pour ma paroisse, évidemment, Florent Philippot disait que la sortie de l'Union européenne est une condition nécessaire, mais pas suffisante, pour avoir sa liberté à tout niveau, au niveau géopolitique, sa liberté en tant qu'État, sa souveraineté, etc. Et c'est justement, je pense, qu'on peut aussi remarquer, en ce moment, avec la situation ukrainienne que tu as évoquée, parce que l'Angleterre, par exemple, qui, pourtant, a fait le Brexit, se retrouve aujourd'hui à avoir la même politique belliciste que l'Union européenne, alors même qu'elle a décidé elle-même d'en sortir. Et je pense que, Eric, vous pouvez peut-être nous dire un mot là -dessus, vous qui connaissez bien l'Angleterre. Oui, habile transition, habile transition.

L'Angleterre, c'est pas l'ennemi qu'on s'imagine. C'est l'entente cordiale pour tout le monde. Depuis 1904, c'est l'entente cordiale. Or, si on regarde l'histoire contemporaine, très contemporaine, c'est -à -dire que je partirais de 1815. Pas avant, ne remontons pas à la guerre de Cent Ans, c'est très compliqué. Mais à partir de 1815, il faut bien se rendre compte que l'Angleterre est l'adversaire de l'Europe, l'adversaire de la France et qu'à une toute petite exception près, néanmoins, exception importante, pour nous, qui est 40 -45, où l'Angleterre nous a sauvés, j'y reviendrai à l'instant, et ça, il ne faut pas l'oublier. Quoi que je puisse dire de négatif sur la politique anglaise, il faut se souvenir de ça. Mais à cette exception près, l'Angleterre joue systématiquement contre la France, et on le voit très bien en Ukraine.

Pourquoi est -ce que je dis que l'Angleterre joue contre la France depuis 1815 ? Parce que vous savez qu'elle a un principe, qui est un principe de physique presque, il ne faut pas qu'une puissance continentale dominante soit présente sur le continent. Et donc, à partir de 1815, la France étant vaincue, l'Angleterre ayant choisi la Russie contre Napoléon, elle choisit la France contre la Russie,

et mène une guerre économique d'abord, et une véritable guerre avec la guerre de Crimée, en 1856, contre la Russie, en embringuant la France de ce malheureux Napoléon III contre la Russie. Napoléon III est admirable en matière de politique intérieure, c'est une catastrophe en matière de politique étrangère, il nous a valu la domestication des Anglais, par les Anglais, pardon, et puis surtout la défaite de 1871. Et donc, l'Angleterre, à partir de la défaite de la France en 1871, va jouer tout à fait autre chose. Elle va revenir vers la France, parce qu'il y a la puissance allemande qui monte, le Reich de Pistole... · QUI SONT LES VRAIS ET LES FAUX AMIS DE LA FRANCE

· QUI SONT LES VRAIS ET LES FAUX AMIS DE LA FRANCE · QUI SONT LES VRAIS ET LES FAUX AMIS DE LA FRANCE · QUI SONT LES VRAIS ET LES FAUX AMIS DE LA FRANCE DE MAINTENIR LE SPAUX AMIS DE LA FRANCE DE LA FRANCE DE LA FRANCE DE LES FAUX AMIS DE LA FRANCE DE LA FRANCE DE LA FRANCE DE LA FRANCE la rive gauche du Rhin, et surtout, complote, j'emploie le mot, il ne faut pas l'employer paraît-il, mais c'est un authentique complot,

avec les Américains pour dissuader les Allemands de verser les réparations. Et vous savez qu'au moment où la France de Poincaré occupe la Roure en 1923 pour forcer les Allemands à nous verser ce qu'ils nous doivent, les Anglais et les Allemands spilent contre le franc, attaquent le franc et obligent Poincaré à évacuer la Roure. Avec des amis comme ça, on peut se passer d'ennemis.

Arrive Adolf Hitler. Adolf Hitler arrive au pouvoir en 1933, avec une coalition d'industriels et de banquiers,

la peur du communisme aidant, et effectivement une vraie base électorale. Mais ces industriels et ces banquiers, il faut les convaincre. Il faut les convaincre de ne plus simplement voter conservateur, de voter nazi. Et qui va les convaincre ? Un Allemand, patron de la Reichsbank de l'époque, qui s'appelle Yalmar Schacht, et un Anglais, qui s'appelle Montague Norman, et qui est le patron de la Banque d'Angleterre. Ces hommes sont si liés que Montague Norman, l'anglais, est le parrain des enfants de Schacht. Et ces gens -là vont... Montague Norman en personne, va assister à la réunion des banquiers et des industriels qui convaincra le président d'Eidenburg d'appeler Adolf Hitler comme chancelier. Donc l'Angleterre a vraiment un rôle extrêmement important dans l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Suivre des... qui ne sont plus par rapport à ça que des piqûres d'épingles, comme par exemple le traité anglo-naval... le traité navale anglo-allemand de 1935, où sans que la France soit prévenue, l'Angleterre autorise l'Allemagne à rompre toutes les clauses du traité de Versailles et avoir une flotte qui n'est pas pratiquement légale de la sienne. Et puis surtout les accords de Munich de 1938 qui sont

dictées par les Britanniques aux Français. La France a une gouvernante anglaise à ce moment -là, comme aujourd'hui on a une gouvernante américaine dans les années 30, c'était une gouvernante anglaise. Et donc à ce moment -là, la France est vraiment fait une politique qui est contraire à ses intérêts. Alors il y a un grain de sable, je lui faisais allusion tout à l'heure, et celui -là il faut lui garder une pensée émue, c'est Churchill. Parce que Churchill, j'hésite à employer le mot ami, parce qu'est-ce qu'on a des amis en politique internationale, je ne crois pas, mais en tout cas ce n'est pas un faux ami. Il sait que l'alliance française est importante à la survie de l'Angleterre. Et Churchill est un des seuls à s'opposer à cette politique. Et quand il prend le pouvoir en 1940, le 10 mai 1940, le jour où la France est envahie par la Wehrmacht,

il est pratiquement en minorité au comité de guerre. Il est en minorité parce que la majorité du comité de guerre veut faire la paix, une paix séparée avec l'Allemagne. Parce que tout ce que j'ai expliqué avant prend forme à ce moment -là. Et donc le monde de la finance, le monde de l'industrie, ce qu'on appelle le lobby impérial, c'est très important le lobby impérial en Angleterre, et même une partie

de la gauche pacifiste anglaise, est pour une paix immédiate avec Hitler. Et Churchill résiste vaillamment. C'est pour ça que je disais qu'on lui doit beaucoup.

Cependant, reste que Churchill et que l'Angleterre, qui finalement fait la guerre contre Hitler, et résiste toute seule le dos au mur pendant un an, entre 40 et 41, avant que les Américains rentrent dans la guerre, doivent tout financièrement aux Américains. Et que la fameuse relation spéciale dont on parlera après la guerre, elle se noue à ce moment-là. Les Anglais ne peuvent plus rien financièrement sans les Américains. Et donc, dès 1945, de Gaulle, dès 1946, chassé du pouvoir. Churchill également chassé du pouvoir. Vous savez, il y a un proverbe, je crois qu'on doit à Tacite, je ne suis pas sûr. C'est un historien romain qui dit qu'on reconnaît les peuples forts à leur ingratitude. Les Anglais et les Allemands et les Français sont vraiment des peuples très forts à ce moment-là, parce qu'ils renvoient à la foule les gens qui les ont sauvés de la destruction. Bien. Quand ils partent en 1946, tout repart comme avant. C'est -à-dire que l'Amérique est aux commandes de la construction européenne. Les plans ont été discutés dès l'époque de la Seconde Guerre mondiale, avec des gens comme Jean Monnet, comme Clarence Stright, etc., qui étaient les conseillers spéciaux de Roosevelt. Les plans ont été mis sur la table dès les années de guerre. Ils sont mis en place par Jean Monnet avec la communauté européenne du charbon et de l'acier en 1950,

avec la CED qui rate à quelques voix près, heureusement, mais qui revient à la charge aujourd'hui avec les projets d'armée européenne en 1954. Et quand De Gaulle revient au pouvoir en 1958, il a en face de lui une Angleterre qui est redevenue le domestique international des Américains. Et c'est pour ça qu'un des premiers actes de De Gaulle en 1958, c'est de proposer une alliance à l'Allemagne avec Adenauer. Et la deuxième, en 1963, c'est de refuser l'adhésion de l'Angleterre au marché commun, puisque la communauté européenne qu'il accepte en 1958, c'est un espace, certes libéré de ses barrières douanières, mais protégée à l'extérieur, c'est le contraire d'une zone de libre-échange. C'est une zone de libre-échange entre 6 pays de développement équivalent, mais ce n'est pas du tout une Europe ouverte aux 80 à tous les produits du monde. Et c'est ce que veulent les Anglais via le Commonwealth. Et c'est pour ça d'ailleurs que les Américains, que le gouvernement Adenauer, puis Kennedy, puis a fortiori Johnson, qui est élu un véritable ennemi de la France, soutient l'adhésion de la Grande-Bretagne au marché commun, parce que ça en fait une zone de libre-échange, et donc la spécificité européenne est détruite. Donc voilà les grands jalons de cette hostilité de l'Angleterre, d'abord à l'Europe réellement conçue comme une entité indépendante,

et à la France qui aurait pu en être le moteur avec l'Allemagne entre 1958 et 1963. Petite parenthèse, sans sortir du sujet, vous savez pourquoi l'Allemagne et le couple franco-allemand, comme ça a été très bien dit, est une fiction depuis 1963, puisque le traité de l'Elysée, quand il a été conclu entre De Gaulle et Adenauer, a été immédiatement invalidé, annulé, par un protocole additionnel, rédigé de la main même de Jean Monnet à la demande des Américains, protocole qui disait que la fidélité à l'OTAN était supérieure à la fidélité que les Allemands devaient à la France dans le cadre du traité franco-allemand. C'est -à-dire qu'à partir de 1963, c'est même plus la peine de parler de couple franco-allemand, il n'a jamais existé. Il aurait pu exister, il aurait pu, mais il n'a pas existé. Et l'Angleterre n'a pas été pour rien là-dedans, puisque quand Adenauer a signé avec De Gaulle le traité franco-allemand, le corollaire, le codicil, c'était refus de l'adhésion de l'Angleterre au marché commun. Donc c'était un crime de l'aise États-Unis. Voilà. Alors je ne vais pas continuer jusqu'à maintenant. Je crois qu'on va parler de l'Ukraine, mais il y a un véritable tropisme des Britanniques contre la Russie. Je l'ai expliqué, sauf cette petite... Petite parenthèse entre 1875 et 1914, où les Anglais avaient besoin des Russes pour lutter contre les Allemands. Mais

à toutes les époques et à tous les étages de la politique étrangère britannique, la Russie a été une

ennemie. Et lorsque vous voyez qu'en 2022, quelques semaines, quelques mois après l'invasion de l'Ukraine par la Russie,

Boris Johnson, le premier ministre britannique, se rend à Kiev pour faire capoter les accords qui étaient en vue, vous voyez que la politique britannique ne change jamais. J'ajoute que le premier acte de l'actuel premier ministre britannique qui a pris ses fonctions au mois de juillet, ça a été de faire un voyage en Ukraine.

Merci beaucoup Eric. Et justement, vous l'avez évoqué dans votre superbe exposé.

Il y a aussi derrière le célèbre ami américain dont vous avez parlé également, vous avez écrit un livre là-dessus. Pour ceux qui ne l'ont pas lu, je vous invite tous à le lire. Et je crois que Régis, vous vouliez nous en parler également.

Oui. Quand on m'a proposé ce thème qui est les pays qu'on imagine être nos amis ou ceux qu'on imagine être nos ennemis, j'ai choisi les Etats-Unis et au début je me suis dit je ne vais pas choisir les Etats-Unis parce que Eric va le prendre et ça serait totalement légitime.

Et d'ailleurs, je recommande son livre, l'ami américain qui malheureusement est sold out, comme on dira. Tout est parti. Vous pouvez toujours vous le procurer, on vous l'enverra dédicacé après. Je redirai tout ça là-bas. En tout cas, vraiment, c'est un conseil. Lisez ce livre si vous voulez vous intéresser au rapport entre les Français et les Américains. Alors moi, ce que je vais essayer de vous transmettre, enfin en tout cas la vision, ce n'est pas de vous faire un cours d'histoire sur les relations franco-américaines, mais je vais vous parler de ce que j'appelle la relation franco-américaine telle que moi je l'ai vécue. J'ai été correspondant de Paris Match aux Etats-Unis. J'ai été marié à une Américaine. J'ai deux enfants qui habitent aux Etats-Unis. Et ce que j'ai toujours... J'ai toujours qualifié cette relation franco-américaine entre nos deux peuples essentiellement comme un très grand malentendu. Il n'y a pas que un malentendu, mais elle est basée sur une relation qui est vécue comme une relation amicale d'un côté et qui est vécue comme une indifférence de l'autre. Je m'entends. L'autre jour, j'écoutais Antonin Baudry, qui est le réalisateur du film De Gaulle, la bataille, un film que je n'ai pas encore vu. Mais je suis tombé sur une interview où il disait, essentiellement, depuis 1945, nous avons appris, y compris

à l'école, une histoire qui n'a pas été écrite par nous.

C'est-à-dire que cette histoire, évidemment, qui nourrit du débarquement, parfaitement légitime, les Américains nous ont libérés, etc., etc. Mais une histoire qui est, on va dire, une histoire que l'Amérique, c'est le grand frère, elle est paternaliste, c'est le, on va dire, le point le plus fort moteur du camp de la liberté et que nous sommes partie prenante, grâce à De Gaulle, dans ce camp de la liberté, dans le monde mis sur les fonds baptismaux en 1945. Voilà. Et que, en fait, ce que va réhabiliter ce film, encore une fois, je n'ai pas vu, mais ce que réhabilite très bien Eric dans son livre L'Ami Américain, c'est que, d'abord, on y apprend que De Gaulle n'a jamais assisté à aucune commémoration du débarquement, pour une raison très simple qu'il explique à Perfit dans son livre, c'est que, pour lui, c'est une affaire d'anglo-saxons et que si lui n'avait pas fait pression et quelques autres, dont Churchill, il n'y aurait pas eu la deuxième DB, la libération de Paris, les Américains auraient filé directement vers la Hollande, puis vers l'Allemagne, et leur objectif n'était pas la France. Depuis,

on sait que la France... On a réappris tout ça. Quand on grandissait, la m'gote, personne n'en entendait parler. La fameuse monnaie de Rappau, idem, dont le taux de change prévu par les Américains après la libération était inférieur au taux de change de la monnaie, et, pareil, préparé pour

l'Allemagne. Donc nous étions moins bien traités dans l'occupation qu'anticipaient les Etats-Unis que l'Allemagne, moteur de la Seconde Guerre mondiale, quand même. Donc j'insiste là-dessus, parce que nous, on nous a appris que les Américains étaient toujours bienveillants, etc. Et l'autre exemple, c'est que, quand j'étais aux Etats-Unis, correspondant de Paris Match, en 2004, j'ai couvert la campagne électorale de réélection de George Bush, et son adversaire à l'époque s'appelait John Kerry, qui est un sénateur du Massachusetts, qui a été grand diplomate, qui a participé à plusieurs gouvernements. Et John Kerry, il s'avère, était francophone et hispanophone. Sauf qu'à l'époque, c'était l'époque George Bush,

et John Kerry, j'ai voyagé avec lui, j'ai essayé de l'interviewer en français, le type a refusé de me parler en français. Je me dis, c'est quand même un truc bizarre, c'est le candidat démocrate, il va peut-être devenir le président de la plus grande puissance du monde, et il refuse de parler français comme si c'était une honte. Tout simplement, son attaché de presse m'a dit qu'il ne peut pas parler français, parce que sinon les républicains vont lui faire un portrait comme votre allié, « Or, vous n'êtes pas en Irak avec nous, vous nous avez trahis ». Bref, nous n'avions pas obéi à la puissance américaine en Irak, grâce à ce sursaut, on va dire, gaullien, qu'ont eu à la fois Jacques Chirac et Dominique de Villepin. Et donc, on voulait, nous étions des pestiférés pendant cette campagne. Donc ça m'avait extrêmement surpris, et d'autant que l'ensemble des correspondants de presse, mes collègues, que je côtoyais aux Etats-Unis, m'expliquaient, c'est John Kerry qui va gagner. George Bush est empêtré dans sa guerre en Irak. Il est vulgaire. Kerry, c'est un personnage élégant, ancien officier, pendant la guerre du Vietnam, qui a témoigné, qui a contribué à arrêter la guerre du Vietnam.

Un vrai gentleman, en fait, par rapport au bouseux de Crawford au Texas. Bouseux, mais qui vient quand même d'une famille très riche,

de l'aristocratie de la côte Est, mais qui s'est, on va dire, authentiquement et de façon, on va dire,

tout à fait voulue, dans le Texas profond.

J'ai écouté, j'ai eu la chance à l'époque de couvrir la visite de Nicolas Sarkozy, je ne sais pas si vous vous souvenez,

aux Etats-Unis, Nicolas Sarkozy étant élu, et j'avais remarqué que, en fait, George Bush,

non, ce n'était pas cette conférence de presse, pardon, c'était à l'occasion d'une conférence de presse, un journaliste de la société de presse demande à George Bush pourquoi votre adversaire John Kerry, nous sommes en 2004, pardonnez-moi,

pourquoi votre adversaire parle plusieurs langues et pourquoi vous, monsieur George Bush, vous ne parlez qu'anglais ? Et George Bush se marre et il dit, il a cette phrase extraordinaire, il dit, vous savez, j'ai déjà un peu de mal à parler anglais, moi-même.

Le truc, pour n'importe qui, pourrait passer comme, mais, mais, mais, mais qu'il abruti, etc. Pour l'américain de base, c'est une manière, ça veut dire, notre président parle comme nous, parfois il écorche les mots, parfois il a un accent, est-ce que l'ensemble de la presse française, je vous dis, il y avait des gens qui avaient écrit des biographies qui ne sont jamais parues, évidemment, la victoire de John Kerry, ils avaient fait la même chose sur Hillary Clinton aussi, au moment de l'élection de Donald Trump, c'est le même mécanisme. C'est-à-dire que l'américain, il veut un président qui lui ressemble, il veut un président qui, quand il dit, je vais gouverner l'Amérique comme une entreprise, il n'y a pas de problème, c'est au contraire, c'est comme ça qu'il faut faire. Et si vous voulez, pour revenir sur la relation franco-américaine, l'ensemble de la presse française s'imaginait que les

Américains élirent en la personne de John Kerry un président comme nous, qui correspondrait à la vision du monde, ils ont élu un président qui correspondait aux Américains, et quand je dis le décalage... Merci. Il est assez frappant. C'est quelque chose qui m'a toujours étonné. Nous, systématiquement, on regarde et on continue à regarder l'Amérique comme si c'était notre grand frère duquel on attendait tout. On a été éduqués là-dedans. On a vécu des décennies de

dépendance. De façon très intéressante, Eric, toujours dans son livre, rappelle que quand on était petit - je reviens au débarquement - on nous parlait du débarquement et on lui disait « l'opération s'appelle Overlord ». Mais on ne traduisait jamais le terme « Overlord ». L'opération du débarquement, « Overlord » veut dire « suzerain » en anglais. Qui dit « suzerain » dit « vassaux ». Et vassaux, ben c'est pas étonnant qu'il y avait donc l'AMGOT, « American Organization of Occupied Territory ». La monnaie de singe qu'on voulait mettre à la place. Je crois que c'est même Churchill qui a été voir Eisenhower et qui lui a dit « non, les Français accepteront jamais qu'on remise leurs francs et vous leur ferez jamais accepter votre monnaie ». De Gaulle est intervenu. Bref, ça a été presque un miracle. Mais la France a pu reprendre sa destinée en main. Et De Gaulle est devenu un adversaire des États-Unis. Mais je veux dire, si les États-Unis n'ont pas un adversaire, s'ils n'ont pas quelqu'un en place, ils nous marcheront dessus et ils continueront à le faire. Or nous, actuellement, parce que ce qui est assez terrible, c'est que les États-Unis, je dirais que le mouvement néoconservateur aux États-Unis est plutôt en récession, alors qu'en France, il me semble, il continue à être extrêmement puissant. C'est -à-dire qu'il y a des gens, vous voyez régulièrement sur les plateaux de télé, je vais pas citer les chaînes, etc.,

qui sont des orphelins de cette relation de dépendance, qui souhaite qu'elle continue, pour qui Trump, l'arrivée de Trump est un cauchemar. Moi, je dis non, l'arrivée de Trump, au contraire, c'est une chance pour nous. Et nous pourrions avoir, et j'en terminerai, peut-être que j'arrive, j'ai pas regardé l'heure, mais nous pourrions avoir des relations, en tant que Français, en tant qu'Européens, plus équilibrées avec les États-Unis, si nous cessons cette relation de dépendance absolue et admise. Regardez, je termine par un exemple qui est l'exemple du Danemark. Le Danemark passe son temps à se faire insulter par Donald Trump, qui dit qu'il va prendre le Groenland, partie de l'Union Européenne, même si techniquement, il appartient pas à l'Union Européenne, mais enfin, c'est une part du royaume du Danemark. Donald Trump dit « je vais prendre le Danemark ». Et que fait le Danemark en réponse ? Ils finalisent, ils viennent de finaliser un contrat d'achat de F-35 aux États-Unis. En plus, un avion qui, si les États-Unis décident que votre avion ne décollera pas, il envoie un code et l'avion ne décolle pas. Donc c'est le symbole absolu de cette soumission. Donald Trump passe son temps à nous donner des pics en nous disant « débrouillez-vous, faites vous-même votre sécurité, nous on veut plus vous aider ». Le message est essentiellement à l'encontre de l'Allemagne, qui a fait sa prospérité en sous-traitant sa sécurité aux États

-Unis, en s'ouvrant le marché avec la Chine et en profitant du gaz à pas cher des Russes. La sécurité de l'Allemagne, pilier de l'Europe, elle s'est faite comme ça. Enfin, la prospérité de l'Allemagne, pardon, elle s'est faite comme ça. Aujourd'hui, tout ça est fini. Donc, je vais dire, nous avons une chance historique grâce aux Américains de nous réveiller, mais n'attendons pas des Américains comme nous l'avons fait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, une attitude fraternelle, même paternaliste, de ce leader du camp du bien auquel nous avons tellement cru, mais qui nous a, pour la plupart du temps, ignorés, voire méprisés.

Merci beaucoup Régis. Et oui, je rebondis sur ce que vous disiez, effectivement, par rapport à Trump. C'est vrai que ça a été, je pense, un bon sursaut pour les Européens, en Européen, n'est-ce pas ? Mais je ne sais pas si vous avez vu ces derniers jours, il avait même, notre ami américain, nous aime tellement que Trump a carrément posté une photo de la carte des États-Unis en annexant notre

Outre -mer, au passage. Voilà. Donc je ne sais pas si vous voulez peut-être juste nous dire un mot rapidement là-dessus avant que je passe là. Si l'annexe notre Outre -mer, pourquoi pas ? Si ça a pour conséquence de nous faire nous réveiller et de nous sentir en nation souveraine à nouveau, et que l'Europe se réveille, qu'elle sorte de cette espèce de léthargie ou de ce carcan dans lequel l'emprisonne cette superstructure européenne, je dirais merci toujours à Trump. Parce que l'avantage avec Trump, par rapport aux années Bush dont je vous parlais avant, c'est qu'avec Bush il y avait toujours le vernis de communication du combat pour la liberté,

de l'émancipation du peuple irakien. Moi j'ai passé des mois avec les soldats américains en Irak, il y en avait qui étaient sincèrement convaincus qu'ils allaient faire le bonheur des Irakiens, leur apporter la liberté et la démocratie. Ils les avaient sortis de l'emprise d'un tyran. Il y avait cet argument de communication qui n'existe plus du tout avec Trump. Trump les choses sont cash, il reste fidèle à ce que disait De Gaulle, les peuples n'ont pas d'ennemis ou d'ennemis, ils n'ont que des intérêts, et ce sont les intérêts américains de faire ça.

Et de toute façon avec des amis comme ça, pas besoin d'ennemis, n'est-ce pas Nicolas ? On n'a clairement pas besoin d'ennemis avec des amis comme ça. Et je pense que pour essayer de comprendre une situation, moi j'applique toujours une grille de lecture qui est assez simple, qui est une phrase biblique, qui dit qu'on juge un arbre à son fruit. On n'arrête pas de nous dire à longueur de journée que la construction de l'Union Européenne, l'Atlantisme, l'OTAN, c'est notre présence et notre avenir, comme on l'a dit il y a quelques instants. Emmanuel Macron ne parle même plus de souveraineté française, il parle de souveraineté européenne. Ils en parlent comme si c'était un fait acquis. Je pense qu'il faut appliquer cette phrase biblique pour essayer de voir exactement qu'est-ce que cette construction nous apporte, qu'est-ce qu'on voit, qu'est-ce qu'on peut toucher et est-ce que ce qu'on nous dit dans ces médias, est-ce que ce que notre élite, notre casse dominante actuelle nous dit est vrai ? Comparaison n'est pas raison, mais prenons un peu juste la France des années 70. On est à peine 30 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale. On a quand même grâce à De Gaulle un plan calcul. Je vous rappelle que le plan calcul, on le mène parce que les Américains ne veulent pas nous donner, nous vendre même les ordinateurs qui nous permettent de faire des calculs pour notre souveraineté nucléaire. On a la bombe nucléaire, on a un taux d'endettement qui est aux alentours de 20 % du PIB. On a des dépenses publiques qui sont aux alentours de 45%, des prélèvements obligatoires aux alentours de 35%. Et on est un des premiers pays du monde en termes de PIB. On doit être dans les 5

premiers, on est 4e ou 5e. Alors tout n'est pas économique, il y a des problèmes dans la société française, mais si on devait regarder la France post-gaulienne de fin des années 70, on s'en sort pas trop mal et en tant qu'État souverain, on a quand même en gros des hommes politiques qui ont, en tout cas jusqu'à la fin des années 60, début des années 70, donné les éléments de puissance pour que la France ait sa place dans le monde, qu'elle puisse trouver des emplois, de l'éducation, de la sécurité et de la prospérité pour son peuple. Si on monte aujourd'hui, on regarde les résultats de la France. Je disais qu'on est à peu près à 20 % d'endettement, on va prendre que les critères économiques pour l'instant. La France est à 116 % d'endettement aujourd'hui. On disait avant, à l'époque où il n'y avait pas de politique correcte, qu'il fallait gérer une société comme un bon père de famille. Quel bon père de famille aujourd'hui s'endette à 116 % ? Si vous et moi, on s'endette à 116%, on a les huissiers à la porte dès demain matin. Et pourtant, les responsables politiques français et ailleurs en Europe pratiquent cette politique de la planche à billets. Regardons les prélèvements obligatoires, on est à 45%. Regardez les dépenses publiques, on est à 60%, l'équivalent de 60 % du PIB. C'est-à-dire qu'on n'arrête pas de ponctionner le portefeuille des Français pour alimenter un système qui... Alors, est-ce qu'il nous apporte quelque chose de meilleur ? Est-ce que ce monde atlantiste dans lequel nous sommes rentrés ? Est-ce que cette construction

européenne dans laquelle nous sommes entrés, avec ces dépenses aux mauvais pères de famille, nous apporte au moins la sécurité ? Est-ce que les frontières

françaises sont sûres ? Est-ce qu'on peut sortir le soir sûr grâce à tout cet argent que nous imprimons ? Pas certain que la réponse soit positive. Est-ce que les investissements que nous devons faire dans notre système éducatif, pour que nos enfants sachent lire, écrire, compter, pour qu'ils puissent sortir avec un diplôme qui leur permette aux filières manuelles ou intellectuelles, est-ce que nous avons fait ces investissements dans le projet atlantiste et européiste qu'on nous propose ? Pas certain que les résultats soient assez positifs. Quand on regarde cette construction atlantiste et européiste, et je lis les deux, et c'est très important, parce que vous savez, l'ancien secrétaire général de l'OTAN, Jen Stoltenberg, disait que l'OTAN et l'Union européenne sont les deux faces de la même pièce. Et c'est clair, quand les pays d'Aix-Europe de l'Est sont entrés dans l'Union européenne, ils devaient d'abord cocher la case. Autant on rentre dans l'OTAN, ensuite on rentre dans l'Union européenne. Donc si on regarde ces différents indicateurs économiques et même sociaux, l'éducation c'est extrêmement important, la sécurité c'est important, on voit que la situation des Français, comme des autres peuples européens, ne cesse de se dégrader depuis que la France a...

La France dispose de la deuxième superficie maritime mondiale. Nous importons deux tiers de notre poisson. Nous étions avant, dans les années 70-80, un des plus grands exportateurs mondiaux de produits agricoles. Aujourd'hui, la France importe des produits agricoles. On importe du poulet. On est obligé d'Ukraine. C'est-à-dire qu'on donne de l'argent à l'Ukraine pour aider leurs paysans qui vont exporter leurs poulet, qui mettent nos paysans soit à la rue, soit au bout d'une corde. Voici la réalité de la construction européenne dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. Ces indicateurs économiques et sociaux sont extrêmement mauvais. Mais aussi un élément qui est fondamental, c'est qu'on est censé être dans une république. Le fondement de notre république est censé être la démocratie. C'est de la confrontation des idées, des pensées que les hommes et les femmes progressent, prennent des décisions sur leur propre vie. Or, nous nous sommes projetés entre les bras des tenants de l'Union européenne qui se disent eux-mêmes despotes. Vous avez Tommaso Padoa-Schioppa, je ne vous en voudrais pas si vous ne savez pas qui c'est, mais c'est un des pères de l'euro. Et vous avez d'ailleurs Jacques Delors, qui était l'ancien président de la Commission, qui disent la même chose. Il part de l'Union européenne comme d'un despotisme éclairé. Alors, on n'arrête pas de nous dire que nous, Français, nous défendons la démocratie, les droits de l'homme. Et derrière, nous avons des responsables politiques dans une institution européenne qui

se réclame d'un despotisme éclairé. Parce que vous comprenez, cette case dominante comprend ce que nous, pauvres citoyens, incultes, ne pouvons pas comprendre. Voici le véritable pas européen dans lequel nous sommes. Et ces techniciens, ces technocrates qui prennent les décisions et qui ne veulent pas entendre notre voix précipitent les peuples européens dans une situation catastrophique. Je vous rappelle que quand on a donné la possibilité aux Européens de s'exprimer, en France, on nous a demandé si on voulait le traité européen. On a dit non. On nous l'a quand même imposé. La même chose s'est produite avec les Néerlandais. Les Irlandais avaient refusé le traité de Lisbonne. On les a fait revoter plus tard pour un autre traité. On n'est pas en démocratie. C'est-à-dire que les fondements même de la société française s'effritent. Parce qu'on croit qu'on est en démocratie. On croit que mettre des bulletins va changer quelque chose. Mais Coluche nous avait dit que si mettre des bulletins dans les urnes pouvait changer quelque chose, ça serait interdit. Et je pense que Coluche est plus fin que beaucoup de nos politiciens aujourd'hui. Donc cette structure aujourd'hui, non seulement n'est pas démocrate, mais en plus les résultats de leur politique antidémocratique se retournent contre nous. Et notre situation s'aggrave. Vous savez que dans la construction européenne aujourd'hui, la France paye plus qu'elle ne reçoit. Nous dépensons plus que les autres

pays européens pour que d'autres pays européens se développent. Donc un pays comme la Pologne aujourd'hui est récipiendaire net de fonds de l'Union européenne. Et on pourrait croire à ce projet européen si on se disait, bon bah écoutez, on donne un peu d'argent aux Polonais du

portefeuille des Français, mais au moins les Polonais vont acheter français. Mais pas du tout. Les Polonais achètent de l'armement américain. On est en appel d'offres auprès du gouvernement polonais. Ils achètent du matériel américain. Quand les Polonais veulent s'équiper de centrales nucléaires, on se frotte les mains, on se dit chouette, ils vont acheter français. Parce qu'on n'est quand même pas mauvais dans le domaine nucléaire. Eh bien non, ils achètent américains. Je pense que ce qui est important, c'est cela a été brillamment dit par mes prédécesseurs, on ne peut pas comprendre cette situation si on ne comprend pas que l'Union européenne est avant tout un projet qui a été financé, encouragé, porté, par soit directement ou indirectement des Américains et une case dominante clairement atlantiste qui rêve de ce fantasme d'un projet mondialiste où la France s'efface. Le projet européen aujourd'hui est un projet mondialiste où la France n'est à peine plus qu'une région. c'est ça le problème. Et donc du coup, ceux qui sont à la tête des différents pays européens aujourd'hui ne visent pas à défendre la souveraineté, l'économie, la politique, l'investissement de la jeunesse et de la sécurité. Ils ne visent pas à faire ça. Ils veulent diluer les nations dans ce grand projet qu'ils sont en train de construire, qui est un projet qui ne fonctionne pas. Et on voit les résultats internes au sein même de l'Union européenne qui sont mauvaises. et quand on demande aux Islandais, heureusement, il y a encore quelques peuples européens qui ont un peu de bon sens. Les Islandais ont rejeté le projet européen. Et on voit aussi que certains des pays européens qui s'en sortent le mieux, comme la Suisse, comme

la Norvège ou l'Islande, ne veulent pas de l'Union européenne. Il y a aussi un autre élément qu'on doit regarder. Parce qu'on peut se dire, bon, écoutez, la situation est compliquée, elle est un peu compliquée partout dans le monde. Ce sont les prix à payer. Voyons quelle est la situation de la France à l'étranger. Est-ce que le rayonnement de la France que nous avons toujours eu, la France qui a été une des premières puissances mondiales, a été pour des raisons économiques, mais aussi politiques, culturelles. La France était un des pays en tête des pays non alignés. C'était un positionnement extrêmement important pour les Français. De Gaulle pouvait parler avec les Américains, avec les Chinois, avec les Soviétiques. Il n'avait le diktat de personne. Est-ce que le fait d'être rentré dans le modèle atlantiste a apporté quelque chose à la France ? Eh bien, nous avons suivi l'OTAN dans la guerre illégale contre la Serbie en 1999. Est-ce que nous avons apporté, est-ce que la paix a été apportée, les droits de l'homme en ex-Yougoslavie ? Le pays a été détruit, il y a eu des centaines de milliers de morts. Il y avait la possibilité pour la France, et je rappelle, comme cela a été dit par Romain tout à l'heure, que la Yougoslavie était un projet auquel la France avait participé. Il y avait le moyen de désamorcer l'effritement de la Yougoslavie pacifiquement. On a laissé les Allemands reconnaître la Slovanie et la Croatie, alors qu'ils n'avaient même pas encore officiellement quitté la Yougoslavie. On a bombardé illégalement les serbes, les civils serbes. Et on a inventé un État qui n'avait jamais eu une existence de l'histoire de l'humanité, qu'est le Kosovo. Ça n'existe pas, le peuple kosovar. Le Kosovo n'existe pas. Et aujourd'hui, les pays qui représentent

5 septièmes de l'humanité ne reconnaissent pas l'existence du Kosovo. Mais nous, on a créé le Kosovo. On a chamboulé les frontières de l'Union européenne qui avaient été travaillées difficilement, qui avaient été finalisées par les accords d'Helsinki dans les années 70. On a chamboulé tout ça. On s'est dit qu'on a le droit de participer à la réécriture des frontières européennes. Et on est responsable de cette participation illégale qu'on reproche à d'autres aujourd'hui. On a suivi les Américains qui voulaient cela. On a suivi les Américains également en Afghanistan. Des soldats français sont morts en Afghanistan. Qu'est-ce qu'on nous avait dit ? En Afghanistan, on allait chasser Ben Laden, on allait chasser l'obscurantisme, on allait chasser l'

'islamisme. On est resté 20 ans en Afghanistan. Des soldats français sont morts. Et qu'est-ce qu'on a fait ? On a remis les talibans au pouvoir. On a donné le pouvoir aux talibans. Pourquoi ? Parce qu'on a suivi les Américains qui nous avaient fait croire que ceux qui avaient fait tomber les tours du 11 septembre se cachaient dans les grottes de l'Afghanistan. On a suivi. On a fait beaucoup instigateur d'une guerre contre la Libye. Alors qu'on sait très bien que les relations avec Kadhafi étaient compliquées. Kadhafi, ce n'est pas un enfant de cœur. Est-ce que nos responsables politiques sont des enfants de cœur ? Je n'en sais rien. Mais on a attaqué Kadhafi qui n'avait rien fait directement contre la France. On l'a attaqué avec les Britanniques. Une fois de plus, les Américains s'en sont mêlés. On nous avait dit que... Encore, il y a des mensonges dans toutes ces guerres, évidemment, atlantistes. On nous avait dit que Kadhafi avait acheté des stocks de Viagra pour que ces soldats violent les femmes opposantes. En Kadhafi, en Libye, le pays a

été complètement déchiré. Des armes ont circulé partout dans le Sahel, en Afrique. Des immigrés sont arrivés massivement en Europe. Et on a laissé venir au pouvoir nos nouveaux alliés. Nouveaux alliés, évidemment, parce que c'était les amis de BHL qui se trouvent, évidemment, dans chacune de ces guerres, du bon côté du Manche. Et on a mis en place la charia. Nous avons participé à cela. Et quand on regarde aujourd'hui la situation d'Hormuz, vous avez vu le prix à la pompe aujourd'hui. Dans mon coin, c'est... L'essence, comme le disait, est au-delà de 2 euros. C'est une guerre américaine. Et ce sont nos alliés. Donc le thème, c'est... Est-ce que ce sont des amis ou des ennemis ? Comme on le disait, avec des ennemis, avec des amis comme ça, on n'a pas besoin d'ennemis. Et le problème majeur, c'est que nous avons une caste dominante aujourd'hui en France et en Union européenne qui suit ce projet de despotisme éclairé, de construction européenne qui est un fiasco, comme on vient de le voir, économique, social, politique. Nous suivons aujourd'hui un bateau ivre qui est en train de nous couler. Trump n'arrive pas à se faire de l'Iran. Il n'arrive pas à se défaire. Les Américains sont à l'origine de la situation en Ukraine aujourd'hui. Ils n'arrivent pas à se débarrasser du problème. Ils ont été obligés d'envoyer le patron de la CIA. Ils ont été obligés d'envoyer le gendre de Trump et un de ses bons copains qui est un magnat de l'immobilier discuter avec Poutine parce que ce que les Américains ont fait avec brio, illégalement, avec beaucoup de sens sur les mains depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et depuis les années 90, ne fonctionne plus. L'Empire américain est arrivé en situation de surextension

impériale et nos élites, au lieu d'ouvrir les yeux, au lieu de se rencontrer, suivent ce bateau. Ils sont presque même plus atlantistes que les Américains. Les Américains ont créé Frankenstein avec cette caste dominante atlantiste qui aujourd'hui est complètement folle, qui veut nous interdire de réfléchir, de penser, de discuter.

Je vais conclure sur ceci. Quand on est, quand on a employé une méthode qui ne fonctionne pas, qui a créé tant de mal, qui nous met dans une situation extrêmement difficile à un moment où le monde change, parce que ce que je dis sur la France n'est pas la même chose pour beaucoup de pays d'Asie, pour des pays du Moyen-Orient, même pour des pays d'Afrique. Quand on voit ce qui est en train de se passer aujourd'hui, quand on voit cette politique atlantiste, il est urgent d'en sortir. ·

QUI SONT LES VRAIS ET LES FAUX AMIS DE LA FRANCE ?

· QUI SONT LES FAUX AMIS DE LA FRANCE ?

· QUI SONT LES FAUX AMIS DE LA FRANCE ? · QUI SONT LES FAUX AMIS DE LA FRANCE ? · QUI SONT LES FAUX AMIS DE LA FRANCE ? · QUI SONT LES FAUX AMIS DE LA FRANCE ? · QUI

SONT LES FAUX AMIS DE LA FRANCE ? · QUI SONT LES FAUX AMIS DE LA FRANCE ? · QUI

SONT LES FAUX AMIS DE LA FRANCE ? Et Kissinger de répondre, il disait non, est -ce que c 'est son armée ? Pas du tout. Est -ce que c 'est son économie ? Pas du tout. Est -ce que c 'est son rayonnement culturel ? Pas du tout. Et Kissinger disait les Etats -Unis sont ultra puissants parce qu 'ils traquent les traîtres qui sont chez eux pour les détruire et ils traquent les traîtres qui sont chez les autres pour les exploiter. Et je trouve que quand vous pensez au programme des Young Leaders duquel font partie François Hollande, de la gauche à Emmanuel Macron, Edouard Philippe, tous ces gens -là. Alors

il y a des gens aussi qui sont allés, François Fillon est allé aux Young Leaders, Joaquin Pozzo di Borgo aussi que vous connaissez je pense en a fait partie. Simplement bon, ils ont fait le voyage, ils ont vu que c 'était extrêmement bien organisé, chevronnement et puis ils se sont dit thanks but no thanks. Mais donc il y a des gens qui ont gardé leur dignité mais il y en a d 'autres non qui ont adhéré à ces... et c 'est ça en fait le levier de la puissance américaine. Alors pour revenir sur la France et sur la question de... voilà, la France malheureusement aujourd 'hui a perdu énormément de ce rayonnement qu 'elle avait à travers, je dirais, sa présence africaine, à travers son passé postcolonial. Il y a des éléments intérieurs qui font qu 'aujourd 'hui cette histoire de France est contrariée ou condamnée parce qu 'il y a une pensée néocolonialiste, mais pas sans le savoir, à l 'extrême gauche qui est extrêmement puissante, qui joue sur les mécanismes de culpabilité, qui affecte d 'ailleurs notre président lui -même. Quand il va en première déclaration sur l 'Algérie, la colonisation est un crime contre l 'humanité. Voilà. Donc on a un président qui sort ça, c 'est très difficile après de négocier quoi que ce soit. Donc nous on a perdu en rayonnement et on est bloqué. Je pense qu 'aujourd 'hui il y a des choses... l 'Iran... l 'Iran... et je ne vais pas dire l 'Iran est en train de gagner cette guerre parce que... Retenez une chose. L 'Iran, la Russie, la Chine... C

'était peut -être un lieu commun ce que je vais dire, mais sont dans le temps long. On parlait des talibans tout à l 'heure. Les talibans ils ont attendu 20 ans avant de revenir au pouvoir. On leur a un peu redonné les clés, mais ils ont combattu pendant 20 ans. Ils auraient pu combattre pendant 21 ans, pendant 22 ans. C 'est pas grave. Dans ces pays -là, le temps n 'a pas la même notion que chez nous. Quand vous voyez Donald Trump qui s 'agit tous les lundis, enfin tous les vendredis, en fonction de la bourse, pour dire on a gagné, on va... l 'Iran va disparaître de la surface de la Terre. Et vous voyez les Iraniens, je pense à un personnage comme Abbas Arachy, en particulier ministre des Affaires étrangères, que j 'ai eu l 'occasion de rencontrer, lors de son dernier passage à Paris, une discussion avec des journalistes à bâton rompu. Le type est d 'une sagesse et d 'une espèce de flegmatisme absolument incroyable, même par rapport aux événements catastrophiques. Et quand le guide suprême a été assassiné par la première frappe israélienne sur Téhéran, les Iraniens ont vu leurs leaders, les uns après les autres, disparaître, ont vu leurs pays bombardés. Mais ce qu 'on n 'a pas compris, c 'est que l 'Iran attendait ce combat depuis très longtemps. Au moins depuis, je dirais, 1991, quand il a vu la première guerre en Irak, et surtout depuis 2003, quand les Iraniens ont assisté à la défaite de leur ennemi héréditaire, qui était l 'Irak, en trois semaines, l 'armée de Saddam Hussein

a été anéantie. Les Iraniens se sont dit, il faut qu 'on se mette dans une configuration, où ça ne nous arrivera pas. Et ce qui est en train de se produire, c 'est très intéressant ce qui s 'est produit hier et avant -hier, avec l 'offensive des Houthis de la milice Ansar al au Yémen, la prise de contrôle du détroit de Bab al -Mandab, c 'est remarquable d 'un point de vue stratégique. Alors évidemment, vous le verrez, vous l 'entendrez dans l 'actualité, mais jamais traité comme il faudrait, parce que c 'est un peu gênant. Et en ce moment, le pouvoir en place, à plein de niveaux, quand une information les gêne, ils préfèrent ne pas en parler, l 'écarter, etc. C 'est fondamental ce qui s 'est passé hier. Je rappelle que Hormuz, c 'est 10 % du pétrole qui passe du pétrole mondial. Bab al -Mandab, c 'est 12 % des échanges de marchandises de la planète. Et ça nous concerne directement, parce que c 'est

le corridor pour arriver entre l'Asie et l'Europe. Sinon, il faut faire le tour par l'Afrique du Sud, et c'est beaucoup plus long, évidemment, et assez coûteux. Donc aujourd'hui, hier, ces produits, l'Iran a montré que non seulement il n'était pas vaincu, mais qu'il était capable de nuire encore plus. Et à mon sens, j'avais prophétisé que le pipeline Est-Ouest, qui relie les champs pétrolifères saoudiens jusqu'à la mer Rouge, et qui permettait aux Saoudiens, au rythme de 8 millions de barils par jour, d'approvisionner le pétrole mondial, hier a été frappé

par les outils. Ils ne l'ont pas détruit complètement, mais ils ont simplement dit, on peut le détruire entièrement, et on peut mettre en péril vos économies et votre existence même. Donc voilà le piège dans lequel Donald Trump s'est engagé, et dans lequel, quelque part, un petit peu, tout l'Occident, à cause du prix à la pompe, mais aussi du prix des marchandises, on est dans la perspective d'une crise mondiale majeure. Merci beaucoup. Et oui, préparez-vous à payer votre essence plein pot, comme on dit, et remerciez votre ami américain. On peut peut-être faire un petit, un rapide, parce qu'il ne nous reste pas beaucoup de temps, point d'actualité sur l'Ukraine. Romain, tu es un grand spécialiste de l'Ukraine. Où est-ce qu'on va, et comment tout ça avance ? Tout d'abord, je pense que ceux qui vont payer plus de 2 euros à la pompe peuvent remercier la Commission européenne, étant donné que les sanctions contre le pétrole russe font que nous ne pouvons plus nous approvisionner en Russie, qui aurait été l'alternative au pétrole du Moyen-Orient. Et ce pétrole, maintenant, fait le bonheur de la Chine, qui peut financer son expansion avec du pétrole beaucoup moins cher que celui que nous nous allons payer.

Ça, c'est une première chose. Alors, sur le pétrole, Sur la question de l'Ukraine, la Russie a changé de stratégie depuis le mois d'août. Elle vise les infrastructures économiques de l'Ukraine. Pourquoi ? Parce que la Russie, les experts russes savent très bien lire des cartes. Et quand ils ont vu qu'il y avait la guerre en Iran, ils ont calculé le temps que mettraient les problèmes à arriver jusqu'à l'Europe. Et ils ont vu que l'inflation commencerait à peu près en septembre. Et donc ils ont commencé à taper le mois dernier. Et qu'est-ce qu'on voit ? C'est que les secteurs de l'économie ukrainienne tombent en panne les uns après les autres. C'est -à-dire que le secteur de l'acier ukrainien, par exemple, a fait moins 57 % de production au mois d'août. Avec la production de fonte, qui est l'indicateur avancé de la production d'acier, parce que c'est à partir de la fonte qu'on fait l'acier. Lui, c'est moins 68%. À ce rythme-là, l'Ukraine ne sortira plus une tonne d'acier des aciéries ukrainiennes au mois de novembre.

Deuxième chose, sur les produits agricoles. Les ports d'Odessa et les ports du sud de l'Ukraine, maintenant, sont complètement fermés à la navigation à cause des frappes russes. Eh bien, l'Ukraine n'arrive plus à exporter son blé. Le blé est en train d'être stocké par les agriculteurs ukrainiens.

Et ils n'arrivent plus à le vendre. Résultat des courses, le cours intérieur en Ukraine s'effondre parce qu'on n'arrive plus à exporter. Et les agriculteurs ukrainiens commencent à dire qu'ils vont semer un quart de moins l'an prochain que cette année, parce qu'ils n'arrivent plus à vendre leur blé et leur tournesol. Et enfin, résultant de tout cela, le déficit budgétaire en Ukraine est en train d'exploser. Le ministre des Finances ukrainien, enfin le premier ministre ukrainien, a annoncé il y a 10 jours un plan d'économie d'urgence de 1,5 milliard d'euros, donc 70 milliards de grévenas. Et le président Zelensky a demandé une rallonge budgétaire de 23 milliards d'euros, en plus de ce qu'on lui a promis. Donc souriez, c'est vous qui allez payer. Il est très clair qu'aujourd'hui, les Européens ont énormément de problèmes. Est-ce qu'ils vont réussir à trouver les 23 milliards que réclament nos alliés ukrainiens, qui ne sont qu'un début, étant donné que la crise économique augmentant les besoins de l'Ukraine vont augmenter,

et les Russes en sont conscients, et donc ils ont augmenté leurs exigences dans les dernières négociations, et notamment, ils demandent la reconnaissance des annexions qu'ils ont effectuées, ainsi que la baisse de l'armée ukrainienne de jusqu'à un effectif maximum de 100 000 hommes. Donc, eh bien, plus le temps passe, plus les Ukrainiens ont intérêt à signer, sinon, les exigences russes vont aller croissantes. Mais, tant que les capitales européennes diront, les Européens vont payer, vous inquiétez pas, la guerre ne s'arrêtera pas.

Enfin, dernière image, l'Ukraine n'a plus d'intercepteurs, et donc, la nuit dernière, par exemple, les frappes russes ont eu zéro missile balistique intercepté dans la nuit. C'est -à-dire qu'il n'y a plus de patriotes, et M. Zelensky demande, à 120 missiles patriotes par mois, c'est ce que consomment les Américains ont moins d'une journée dans le Moyen-Orient. Donc, vous voyez,

les... comment dire...

L'Ukraine... enfin, les Européens en Ukraine vont avoir le choix entre la catastrophe, la débâcle, ou simplement la défaite. Merci. Merci beaucoup, Romain.

Il nous reste vraiment très, très peu de temps, mais alors, du coup, rapidement, ce que vous avez fait tous, globalement, vous avez abordé tous,

la situation aberrante dans laquelle on se trouve à différents niveaux, que ce soit en géopolitique, dans nos relations, etc.

Je voudrais conclure sur un point un peu historique. Vous savez, désormais, en France, tous les politiques ont cela en commun qu'ils se revendiquent tous du gaullisme. Et il s'avère qu'aujourd'hui, on a parmi nous le plus grand spécialiste historique du gaullisme, en tout cas que je connaisse moi,

Éric Branca. Et je voudrais vous poser une question.

Si Charles de Gaulle était encore en vie, même s'il est difficile de parler pour quelqu'un qui n'est plus de ce monde, que penserait-il aujourd'hui de la politique étrangère de la France, notamment depuis Sarkozy, où est-ce que vous situez réellement la vraie rupture ? Je vais être extrêmement rapide. C'est vrai qu'il ne faut pas faire parler les morts, mais on sait très bien ce qu'il n'aurait pas fait. Et ce qu'il n'aurait pas fait, c'est deux choses. Et c'est Nicolas Sarkozy qui les a faites. Il n'aurait pas réintégré le commandement intégré de l'OTAN, qui nous est dans la situation de suggestion où nous sommes. Et la deuxième chose, c'est qu'il n'aurait pas fait cette forfaiture suprême qu'a été de faire voter le Parlement français, c'est -à-dire les mandataires des Français, contre leurs mandants, c'est -à-dire contre les gens qui avaient voté contre le traité européen de 2005, qu'il a fait démentir par le Parlement français en 2008. Ça, c'est la trahison absolue. Ça s'appelle, en bon français, juridique, une forfaiture.

Merci beaucoup, mes chers amis. Un petit mot pour conclure. Nicolas, vous souhaitez peut-être réagir ?

Je ne saurais dire plus que ce qui vient d'être dit. Je pense que le message est clair. On a un empire, un monde atlantiste qui se fatigue, qui se leurre, qui risque de nous amener vers la guerre. Ils n'arrivent pas à gagner en Ukraine, comme on l'a dit tout à l'heure. L'Iran est compliqué. Plus que jamais, au moment où cette élite, cette caste dominante est affaiblie, ne sait plus comment s'unir à leur système, c'est à nous de nous réveiller, de parler de la liberté, de parler de la justice, de l'exiger, de la réclamer, et de s'impliquer dans la société civile. On peut regarder l'empire chuter,

mais croyez -moi, si on ne fait rien, pour faire en sorte que la France renaisse de ses centres, parce qu 'on est dans une mauvaise situation, si on ne se bat pas pour cette souveraineté, les autres ne vont pas nous donner l 'accès qu 'on réclame légitimement, comme un peuple souverain. Donc il faut se battre.

Merci. Merci. Merci à tous. Vraiment, c 'était très intéressant. Nous avons été ravis de vous recevoir aux Assises de la Souveraineté. Sachez que si vous voulez vous procurer les livres de nos excellents intervenants, vous pouvez les prendre juste derrière, vous pouvez les dédicacer. Et je vous ai précisé par rapport aux livres d 'Eric Branca, ils ont été victimes de leur succès, puisque 'il n 'en a plus exactement, il n 'en a plus maintenant sur place. Mais vous pouvez lui commander tout de suite les régler, et il vous les enverra dédicacés. Merci à vous tous, et vive la France ! Merci.